

1/ blog-universitas.fr – Comptez-vous conserver ou remettre en cause la loi LRU sur l'autonomie des universités ? Quel bilan en faites-vous ? Le cas échéant, sur quels points l'aménageriez-vous ?

Arnaud Montebourg – J'ai voté contre la loi LRU en tant que député, car cette loi renie les valeurs démocratiques, les pratiques de collégialité, l'indépendance académique qui sont au cœur du fonctionnement des universités dans le monde entier. La suite m'a donné raison : la soi-disant autonomie des universités n'est qu'un moyen de les laisser se débrouiller avec des budgets insuffisants, certaines universités ont des déficits colossaux. Les universitaires me racontent leur exaspération devant la montée des tensions à l'intérieur des universités. Pendant plusieurs mois en 2009, ils ont protesté de manière quasi-unanime contre une des conséquences de la loi LRU, et se sont heurtés à un mur. Il faut maintenant reconstruire.

Mais il faut être clair : ce n'est pas un replâtrage, petites réformes à la marge de la loi LRU dont nous avons besoin, mais d'un changement de cap : à l'université aussi, il faut changer de République. Le projet que nous portons est clair : les lois, décrets et outils qui sapent les laboratoires et universités seront remplacés après une large consultation par une loi qui donnera l'ambition d'un service public d'enseignement supérieur et de recherche moderne, fier de ses valeurs, centré sur la coopération, la démocratie, la collégialité, les libertés académiques. Cette nouvelle loi transformera les modalités d'élection du conseil d'administration et du président, et donnera du poids aux différents conseils universitaires, qui sont aujourd'hui contournés. Elle transformera également les modalités de recrutement des enseignants-chercheurs. Il est aberrant que le conseil d'administration puisse choisir quel professeur va être recruté, contre l'avis d'une commission spécialisée.

2/ blog-universitas.fr – Faut-il poursuivre, et sous quelles formes, les regroupements universitaires au sein des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur ?

Arnaud Montebourg – Les PRES sont un échec, car le gouvernement n'a eu de cesse de mettre les universités en concurrence les unes contre les autres, de briser les mécanismes de coopération. Il faut donc changer de dimension. Par ailleurs, les PRES s'intéressent très peu à la formation en licence, et laissent de côté des pans entiers de l'enseignement supérieur : classes préparatoires, BTS, par exemple. Je propose de rapprocher toutes les formations du supérieur à l'intérieur de réseaux territoriaux dont le rôle sera de construire un vrai service public de l'enseignement supérieur, fondé sur la coopération. L'enjeu n'est pas de se faire la guerre, mais de construire la meilleure formation pour les étudiants, et permettre aux chercheurs d'effectuer la meilleure recherche. Enfin, ces réseaux devront fonctionner démocratiquement, en associant vraiment les étudiants et les personnels, qui aujourd'hui ne font que subir des restructurations incessantes qui ne correspondent pas à leurs besoins.

3/ blog-universitas.fr – Quels moyens financiers supplémentaires mobiliseriez-vous pour l'université ? Comment les financeriez-vous et comptez-vous poursuivre la politique d'emprunt en faveur de l'enseignement supérieur (les « investissements d'avenir ») ?

Arnaud Montebourg – Avant tout, je veux mettre l'enseignement supérieur et la recherche au cœur de mes priorités. Être citoyen, c'est se confronter à des débats toujours plus complexes : énergie, climat, évolution des rapports hommes-femmes, désordres économiques et financiers... Pour comprendre un monde complexe et être en mesure de faire des choix politiques, il faut donner aux citoyens l'accès au meilleur des connaissances contemporaines, sans quoi adviendra soit le règne des experts, soit celui des démagogues et de leurs solutions simplistes. Il est de notre tâche de donner à chacun des outils pour être plus créatif dans son métier et maîtriser les évolutions technologiques. Alors qu'à l'orée du XX^e siècle, le jalon symbolique des études était le certificat d'études, remplacé plus tard par le bac, c'est aujourd'hui la licence qui devient le niveau fondamental auquel nous devons porter une majorité de nos jeunes. Que cela soit dit haut et fort. Investir dans la recherche et l'enseignement supérieur pour les jeunes comme pour les moins jeunes qui doivent en profiter au long de leur vie, est donc une priorité républicaine autant que le meilleur placement pour notre société.

Dans l'enseignement supérieur, il faut donc tout faire pour augmenter le nombre d'étudiants, et leur

réussite, et donc la qualité de leur formation. Pour cela, nous devons créer des emplois dans les universités, pour pouvoir augmenter l'encadrement pédagogique des étudiants. Je m'engage à créer chaque année 5 000 emplois supplémentaires dans les laboratoires et universités : universitaires, jeunes chercheurs, personnels administratifs et techniques. Sur le plan des locaux, nous développerons la vie sur les campus, en donnant aux étudiants des conditions d'études qui soient dignes.

Tout cela coûterait cher ? Non. D'abord, nous pouvons réorienter des dépenses inutiles. Ainsi, le plan campus a été imposé sous la forme de Partenariats-Public-Privé dont on sait qu'ils coûtent beaucoup plus cher que les formes classiques de financement. Je ferai en sorte de transformer ces financements pour être plus soucieux du bon usage de l'argent public. Le grand emprunt est une usine à gaz qui engendre des coûts de fonctionnement énormes, je le remettrai à plat pour que l'argent abonde directement les laboratoires et universités, ce qui est plus efficace et pertinent. Enfin, le crédit d'impôt recherche sera réduit en volume pour le rendre efficace, alors qu'aujourd'hui il constitue souvent un effet d'aubaine.

Ensuite, il faudra dégager des moyens supplémentaires. La France est en retard sur les pays de l'OCDE pour ses dépenses d'enseignement supérieur. La politique économique que je conduirai permettra d'investir dans l'avenir, et donc dans la recherche et l'enseignement supérieur.

4/ blog-universitas.fr – Comptez-vous remettre en question la réforme de la formation des enseignants du secondaire ?

Arnaud Montebourg – Cette réforme était destinée à baisser le nombre de fonctionnaires, et a démolit le système de formation des enseignants. Je vois des étudiants désemparés face à des classes car ils n'ont jamais appris le métier qu'on leur demande de faire, et qui est un des plus beaux métiers : amener chaque enfant au meilleur de lui-même, lui ouvrir les portes du savoir. Comme je l'ai écrit dans mon livre-projet sur l'école (<http://dl.free.fr/q3qletwmm>), je transformerai la formation des enseignants pour qu'ils puissent construire la nouvelle école que je propose aux Français. Pour mettre en place une pédagogie différenciée et tirer parti de l'hétérogénéité des élèves, le corps enseignant devra être formé progressivement à cette nouvelle école. Puisque nous faisons le choix irrévocable de l'hétérogénéité des classes, nous devons mettre en face les outils pour mener à bien ce choix, en l'occurrence, les pédagogies coopératives (tutorat entre élèves, travail en ateliers...) et la diversité des modes d'apprentissage au sein du groupe classe.

La réforme de la formation des enseignants intégrera donc une dimension professionnelle et une vision plus globale de l'élève et du système éducatif. Le recrutement sera donc modifié, avec des concours en fin de Master 1 et une titularisation en fin de Master 2, après une période d'alternance enseignement/formation. Les enseignants stagiaires ainsi que les néo-titulaires seront affectés sur des postes spécifiques qui leur seront réservés dans des établissements de centre ville ou qui ont peu de difficultés. L'entrée dans le métier sera ainsi plus facile et il y aura moins d'enseignants inexpérimentés dans les établissements des quartiers populaires.

La formation continue des enseignants sera obligatoire et intégrée au temps de travail. Mon projet est donc de faire des professeurs non seulement des excellents professionnels de leurs disciplines, mais aussi des excellents professionnels de la transmission de leurs savoirs.

5/ blog-universitas.fr – Estimez-vous nécessaire, comme le Front de gauche, de mettre un terme aux activités de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) ?

Arnaud Montebourg – L'AERES focalise les critiques, et sera donc remplacée par une nouvelle structure d'évaluation dont je veux donner les principes. En effet, rien ne serait plus absurde que de supprimer toute évaluation.

Avant de parler structures, il faut dire pourquoi on veut évaluer. Pour moi, l'objectif est de permettre à chacun d'exercer son métier au meilleur niveau. Il s'agit de déceler les difficultés dans lesquelles peuvent se trouver un laboratoire, un chercheur, un technicien, et proposer une voie pour changer de thématique de recherche, améliorer sa pratique professionnelle. Aujourd'hui, l'AERES est une véritable agence de notation aussi néfaste que celles qui dominent les économies nationales. Elle réduit l'activité d'évaluation à des notes, et cela a pour conséquence que tous ceux qui ont une

difficulté à un moment donné de leur carrière ou de la vie de leur laboratoire se retrouvent enfoncés, exclus des demandes principales de financement.

Je souhaite donc remplacer l'AERES par une structure qui prendra appui sur les instances d'évaluation des organismes de recherche et le Conseil National des Universités, qui sera légitime par son fonctionnement démocratique, et dont le rôle sera d'identifier les difficultés et proposer des améliorations.

6/ blog-universitas.fr – Que pensez-vous de la proposition de Terra Nova de relever les frais d'inscription des étudiants pour financer l'université ? Quelles mesures également préconisées par Terra Nova (allocation d'autonomie de 500 euros par mois pour tous les étudiants, suppression des cours en amphi, réduction de moitié des places dans les grandes écoles, sélection des étudiants à l'entrée en master...) reprendriez-vous à votre compte ?

Arnaud Montebourg – Dans l'enseignement supérieur, il faut tout faire pour augmenter le nombre d'étudiants, et leur réussite. C'est tout le contraire que nous vivons aujourd'hui, avec la récession étudiante : le pourcentage de bacheliers qui poursuivent des études ne cesse de baisser. C'est la grandeur de la gauche que de vouloir élever la population plus haut dans l'échelle du savoir. Que certains, à gauche, jusque dans les entourages de candidats, militent publiquement pour une augmentation des frais d'inscription des étudiants, en dit long sur leur perte de repères et sur la faiblesse de leur engagement à investir dans les universités. Pour nous, socialistes, faire des études n'est pas un investissement privé, c'est un investissement collectif. La position de Terra Nova, pour moi, est donc absurde. Avec leur raisonnement, on devrait aussi faire payer les études dans les lycées généraux, comme c'était le cas avant 1933 ! Ce que j'en retiens surtout, c'est qu'ils considèrent qu'on ne pourra pas réellement dégager de moyens supplémentaires pour les universités. C'est lié à l'acceptation par une partie de la gauche des règles du jeu de la mondialisation financière, qui étouffe les Etats. Mon projet politique crée les bases économiques qui permettront un investissement dans l'avenir, donc dans l'enseignement supérieur.

7/ blog-universitas.fr – Comment comptez-vous développer le logement étudiant ? Quels moyens supplémentaires mettriez-vous en œuvre ?

Arnaud Montebourg – Le logement des étudiants est une de leurs grandes préoccupations. La droite n'a pas tenu ses promesses, qui étaient déjà insuffisantes, de constructions et de réhabilitations de logements. Je veux engager un plan de 8 000 constructions et 10 000 réhabilitations de logements pour les étudiants, chaque année. Mais pour cela il faut une politique volontaire : pour construire des logements, il faut des terrains, et certains maires freinent les constructions. Il faut donc cesser d'attendre le bon vouloir de quelques-uns, sans quoi on ne changera pas la situation pour les étudiants. Je propose deux choses. D'une part, modifier la loi SRU pour intégrer des quotas de logements étudiants dans les villes universitaires. D'autre part, bloquer les loyers au moment de la relocation pour endiguer la hausse des loyers, qui ont augmenté depuis 2000 de 60 % de plus que les revenus des ménages. Mais le logement étudiant n'est qu'une des composantes de la vie universitaire. Je veux qu'ils puissent disposer d'espaces de travail et de rencontre dans les universités, ouverts tard, pour que les campus soient des lieux de vie intellectuelle, culturelle, sportive.

blog-universitas.fr – ET POUR FINIR, si vous êtes élu(e) en 2012 président(e) de la République, quelle serait votre première décision concernant l'enseignement supérieur ?

Arnaud Montebourg – Je lancerai des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour définir la loi d'orientation et de programmation qui redonnera un avenir à nos universités et laboratoires. Ce sera une transformation majeure, avec une refonte des premiers cycles universitaires qui doivent offrir des conditions de formation aussi bonnes que dans les formations les plus prisées, la réforme du système d'orientation qui engendre aujourd'hui beaucoup d'échec et de frustration, le rapprochement des classes préparatoires, BTS, et universités pour construire un vrai service public d'enseignement supérieur, l'allocation d'études et de formation pour donner aux étudiants les moyens de se concentrer sur leurs études. Naturellement, cette loi remplacera celles qui ont causé tant de tort à nos universités, comme la loi LRU. ■